



## PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction de la Coordination des Politiques Publiques  
et de l'Appui Territorial

Bureau de l'environnement et de l'utilité publique

### ARRÊTÉ

du 3 JUIN 2019

mettant la société EQIOM en demeure de respecter certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2001 autorisant la société ORSA Granulats Alsace à exploiter une carrière d'alluvions rhénanes à Bischwiller et Gries

Le Préfet de la Région Grand Est  
Préfet de la Zone de défense et de sécurité Est  
Préfet du Bas-Rhin

Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L.511-1, L.512-1, L.171-7, L.171-8, R.181-43 et R.181-46 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2001 autorisant la société ORSA Granulats Alsace à exploiter une carrière d'alluvions rhénanes à Bischwiller et Gries ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2002 autorisant la société Holcim Granulats à exploiter, en lieu et place de la société ORSA Granulats Alsace, une carrière d'alluvions rhénanes, à Bischwiller et Gries ;

Vu le rapport, transmis à l'exploitant, de l'inspection des installations classées en date du 10 mai 2019 ;

CONSIDÉRANT que la société EQIOM a été autorisée à exploiter une carrière située à Bischwiller par arrêté préfectoral du 24 décembre 2002 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'article R.181-46 du Code de l'environnement dispose que toute modification notable des installations doit être portée à la connaissance du préfet avant sa réalisation ;

CONSIDÉRANT que l'article 23.2 de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2001 dispose que l'efficacité des moyens préconisés par les études Hydratec (surverse, fossé exutoire, ...) fasse l'objet d'un contrôle annuel, dont les conclusions sont archivées ; que l'exploitant n'est pas en mesure de justifier les contrôles réalisés ;

CONSIDÉRANT que l'article 21 de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2001 susvisé dispose que « *les eaux de procédé de traitement des matériaux seront prélevées dans la nappe phréatique à un débit maximal de 350 m<sup>3</sup>/h* » ; que l'exploitant a modifié ses ouvrages de prélèvement d'eau ; qu'il a été constaté que les eaux de procédé sont prélevées dans le plan d'eau à partir de deux pompes de capacités maximales 200 m<sup>3</sup>/h et 500 m<sup>3</sup>/h ; que ces modifications n'ont pas été notifiées au préfet ;

CONSIDÉRANT que l'article 29 de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2001 susvisé dispose que « *un contrôle de la qualité des eaux souterraines sera effectué annuellement. Les résultats commentés seront adressés immédiatement à l'inspecteur des installations classées* » ; que des analyses de surveillance ont été réalisées en juin 2018 ; que les résultats n'ont pas été commentés ; que les résultats n'ont pas été transmis à l'Inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables aux installations, le préfet met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'il détermine ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> :

La société EQIOM, dont le siège social se trouve 49 avenue Georges Pompidou 92300 Levallois Perret, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes pour l'installation qu'elle exploite à Bischwiller :

- Article R.181-46 du Code de l'environnement, dans un délai de huit mois à compter de la notification du présent arrêté :

*I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L.181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :*

*1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R.122-2 ;*

*2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;*

*3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3.*

*La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.*

*II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L.181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.*

*S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R181-18 et R.181-21 à R.181-32 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R.181-45.*

- Article 23.2 de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2001, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté :

*L'impact hydraulique de la surverse du plan d'eau sera maîtrisé par la mise en œuvre des moyens préconisés par les études Hydratec. [...].*

*L'efficacité des moyens mis en œuvre fera l'objet d'un contrôle annuel, dont les conclusions seront archivées sur le site de la carrière. En cas d'insuffisance démontrée ils devront être complétés, sur la base de nouvelles études.*

- Article 29 de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2001, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté :

*Un contrôle de la qualité des eaux souterraines sera effectué annuellement [...]. Les résultats, commentés, seront adressés immédiatement à l'inspecteur des installations classées.*

**Article 2 :**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de cette mise en demeure, il peut être, indépendamment des sanctions pénales encourues, fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

**Article 3 :**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 4 :**

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg par voie postale (31 avenue de la paix, 67000 STRASBOURG) ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

**Article 5 :**

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin, le Sous-Préfet de l'arrondissement de Haguenau-Wissembourg et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société EQIOM par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée aux maires de Bischwiller et de Gries.

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général

  
Yves SEGUY

